

# EUROPE : UN NOUVEAU REFERENDUM ?

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

VENDREDI

30

JANVIER

1976

N° 97

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

### SOMMAIRE

- Vallourec : pourquoi le P«C»F s'oppose à l'occupation p. 2
- Thomson : mener la lutte à l'échelle du trust p. 2
- Orléans : les ouvriers de Rivière Casalis s'adressent aux paysans qui utilisent le matériel qu'ils fabriquent p. 4
- Espagne : interview d'une militante de la faculté de Madrid p. 5
- La vie du journal p. 6
- Après l'Angola l'Afrique australe menacée p. 8

## Renault, Solmer...

# UNITE FACE AU LOCK-OUT

Les travailleurs en lutte à Billancourt et à Fos, par delà la diversité de leurs revendications, se voient aujourd'hui confrontés à la même tactique patronale, le lock-out, la répression.

A la Solmer, après les débrayages des employés des hauts fourneaux, c'est la menace de la mise en chômage technique de 3 000 ouvriers. A Renault, c'est déjà le lock-out de deux heures par jour imposé à plusieurs milliers de travailleurs. Dans les deux cas la volonté du patronat est claire : d'abord étouffer la lutte par le refus de toute négociation et l'isolement (et en cela ils sont puissamment aidés par le PCF qui à Renault refuse la popularisation). Ensuite, quand la combativité des travailleurs s'avère suffisamment forte pour briser cet isole-

ment, il s'agit pour les directions de dresser les ouvriers les uns contre les autres, en pratiquant le chômage technique à grande échelle.

A la Solmer, à Renault, et dans bien d'autres usines en lutte à travers la France, la question est donc de savoir comment faire échec à cette tactique patronale, comment s'opposer à la répression. La victoire est à ce prix.

Le fait qu'à la Solmer les lock-outés aient rejoint les rangs des grévistes, qu'à Renault des assemblées générales d'ateliers se tiennent spontanément pour riposter aux deux heures de chômage technique, tout cela montre la voie à suivre : comment faire face à la politique répressive de la bourgeois-

sie, si ce n'est par la construction d'une solidarité active dans toute l'usine.

Ceux qui cherchent à restreindre les mouvements atelier par atelier ne font que désarmer les travailleurs et préparer les conditions de la répression. La construction d'un rapport de forces puissant passe donc aussi par la lutte contre ces gens là, dirigeants syndicaux du PCF ou du PS. Ce n'est pas par hasard d'ailleurs que les AG à Renault se tiennent en dehors de leur initiative. De la même manière, au delà des revendications spécifiques à chaque secteur, il importe de dégager dans l'usine des revendications communes, qui sont la condition principale de l'unité. A la Solmer, les travailleurs des services transport et préparation des charges se sont joints aux grévistes, balayant dans les faits les divisions artificielles, et s'unifiant dans la lutte contre la direction.

De par leur place dans l'industrie capitaliste et aussi du fait de la forte concentration ouvrière à Fos et à Billancourt, les actions des travailleurs de la Solmer et de Renault sont d'une grande importance. Il est donc important que les grèves actuelles se soldent par une victoire, qui rejaillirait sur l'ensemble de la classe ouvrière. Pour cela, il faut briser l'obstacle de la répression, construire l'unité en ralliant la grande majorité de leurs camarades, et surmonter toutes les divisions, d'où qu'elles viennent, du patronat ou des directions syndicales. Là est la clé du succès.

## “LA GRANDE BORNE”

500 logements vides, un avis de saisie affiché à l'entrée des autres

voir page 3



Pour les pistoléteurs de Renault, un impératif, gagner la solidarité de leurs camarades lock-outés. Ici ils distribuent un tract pour expliquer leur action.



p. 8

## Provocations

### — du Maroc

**Durs combats au Sahara Occidental**

Demain  
le Quotidien du Peuple  
paraît sur 12 pages

# LUTTES OUVRIÈRES

Thomson

## DEFENDRE LES LUTTES A L'ECHELLE DU TRUST

Les ouvriers de Thomson à Thonon, Vélizy, Lyon, La Roche sur Yon... ont formulé leurs revendications en partant de la situation particulière de leur usine, mais malgré les différentes formulations, elles portent toutes sur les mêmes thèmes :

- L'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de vie et de travail !

La Thomson refuse de céder, car satisfaire les revendications d'une usine ou d'un centre, c'est s'exposer pour elle à céder aux autres usines qu'elle contrôle. Mais aussi

puissant que soit le trust, il n'est pas invincible, si l'ensemble de ses ouvriers s'unissent pour lutter.

Aujourd'hui, alors qu'une telle aspiration s'affirme, comme à Vélizy, où les ouvriers vont manifester devant d'autres usines Thomson, comme à Thonon, Elfit... la bourgeoisie réprime nos luttes, remet en question le droit de grève lui-même. L'intervention des CRS est systématique depuis plusieurs mois. C'est la réponse qu'a apportée la bourgeoisie aux travailleurs de Paris-Rhône, de Clark, de

DBA, d'Air-France, d'Esswein...

Il y a remise en cause du droit de grève, des libertés démocratiques, conquis par des années de lutte de la classe ouvrière. La victoire de nos luttes dépend donc bien de l'attitude que l'on adoptera face à cette répression !

L'action unie dans toutes les usines du trust et la défense de leurs luttes face à la répression, telles sont aujourd'hui les questions qui se posent aux travailleurs de la Thomson comme à ceux de Vallourec...

### THOMSON - CSF (Thonon-les-Bains)

A Thonon les Bains, depuis lundi les travailleurs de Thomson-CSF bloquent les portes et occupent les bâtiments administratifs de leur usine soi-disant «modèle».

«Non, la Thomson ce n'est pas une usine de rêve !» comme le titrait un tract des grévistes récemment. Ces dernières années le trust Thomson s'est attelé à augmenter encore plus la productivité et la rentabilité de l'entreprise. Il a remplacé des anciens travailleurs à fort coefficient par des jeunes «au bas de l'échelle». Suite à des améliorations techniques, la production a doublé alors que les effectifs ne changent pas et que les salaires n'ont pas cessé de baisser depuis l'implantation de l'usine !

«Même en 68 on n'avait pas vu ça !» «Jamais la Thomson CSF de Thonon n'a connu une telle combativité» «Des débrayages répétés on sait ce

que ça donne, aujourd'hui c'est autre chose qu'il nous faut» déclarait un travailleur. L'unanimité des grévistes se fait sur ce point de vue.

#### DEFENDRE LA GRÈVE

L'ensemble des grévistes participent à la direction de la lutte. Par exemple, à l'initiative des jeunes, toutes les grilles sont bloquées par d'énormes câbles, des lances à incendies sont branchées... Tous les matins des discussions ont lieu entre grévistes et non-grévistes à la porte de la boîte pour essayer de les rallier à la lutte. Une dizaine d'entre eux les ont rejoint déjà. Les revendications ont été élaborées au début de la lutte par les travailleurs :

- 300 Frs pour les OS,
- 250 Frs pour les OP,
- 200 Frs pour la maîtrise et les techniciens !

A ce jour la direction refuse de négocier.

#### LA POPULARISATION

Les sections syndicales sont intervenues auprès de l'inter Thomson CGT et CFDT car ils ne se «précipitent» pas pour prendre en main la popularisation ! Des tracts de popularisation ont été distribués sur des marchés et dans d'autres usines de la région. Le soutien financier s'organise, un gala est prévu.

#### LES DÉLÉGUÉS ASSIGNÉS AU TRIBUNAL DES RÉFÉRÉS

Le patron fait appel à la justice bourgeoise et demande l'évacuation des délégués de l'usine au nom de la liberté du travail. Cependant les sections syndicales et certains travailleurs s'interrogent aujourd'hui sur la possibilité d'intervention des forces de l'ordre. Ces tentatives de répression et le poids de certaines idées bourgeoises de «liberté du travail», de «propriété privée du patron» présentes chez quelques uns, n'empêchent rien la combativité des travailleurs décidés à lutter jusqu'au bout pour obtenir l'augmentation du pouvoir d'achat et la fin des disparités de salaires et faire échec à toute attaque.

Hier après-midi avait lieu un début de négociation avec la direction à la Mairie pour statuer sur l'expulsion des délégués. Mais les travailleurs ne sont pas prêts à laisser faire ; déjà mercredi les syndicats se rencontrent pour établir une plate-forme de lutte commune contre le trust Thomson.

Martine VINCENT

### Elfit-Macon : QUAND ON PASSE SOUS LA COUPE DE THOMSON...

Résultant elle-même de la fusion de deux entreprises familiales Electrofil et Mafit, l'entreprise Elfit-Mafit a été absorbée par Thomson le 1er janvier 76.

Jusqu'à il y a peu de temps, l'entrée dans Thomson s'accompagnait chez les travailleurs et certains syndicalistes de l'illusion que les capitaux Thomson allaient garantir l'avenir de l'entreprise en même temps qu'ils allaient permettre un relèvement des salaires. La lutte récente (trois jours de grève totale à Crèches et une série de débrayages à Macon dont un de 24 H) ont été la réaction des travailleurs découvrant l'intransigeance du Trust (maintien des bas salaires, maintien du chômage partiel : une semaine en février).

La nouvelle direction multiplie les entraves au travail syndical et n'a pas exclu une compression du personnel. «Comment lutter contre cette énorme machine qu'est un trust ?» Voilà une question qui a empêché les travailleurs de se lancer tout de suite dans un conflit prolongé, dans l'épreuve de force. «La seule solution c'est de se regrouper tous, mais il y aura des problèmes entre unités de production».

Aussi les propositions du Quotidien du Peuple d'aider à des échanges d'expériences, ont-elles reçu leurs et des délégués que nous avons rencontrés...

Il est probable que Thomson va se restructurer à nouveau, ce qui veut dire compression de personnel et charge de travail accrue. Un travailleur, ancien dans la boîte se souvient : «Il y a dix ans quand la Mafit avait absorbé l'usine de Crèches ils avaient multiplié le parc de machines et les conditions de travail s'étaient dégradées».

Il ne croit pas qu'une modernisation «à la Thomson» améliorerait les conditions de travail déplorables actuelles : Troubles graves dus au benzène

qui est dans les vernis, chaleur à l'émaillage, bruit insupportable à l'émaillerie, travail de l'amiante, de la laine de verre à la cablerie, rythme des 3 x 8 avec un week-end sur six.

Ces problèmes nouveaux, complexes dépassent les murs de l'entreprise.

Face à une section CGT qui ne permettait pas de faire face aux problèmes et dont certains délégués ont travaillé durant la dernière grève, plusieurs travailleurs ont constitué il y a un an une section CFDT, qui n'est pas implantée dans tous les ateliers.

La Fédération des Métaux CFDT, pas plus que la Fédération des Métaux CGT n'a fourni aux travailleurs les éléments d'information sur Thomson dont ils avaient besoin sur les

usines en lutte dans le trust. Elles se sont limitées à conseiller la prudence, à «garder les troupes fraîches pour les combats à venir» A Macon-Crèches, la lutte contre le trust est à l'ordre du jour !

Henri GRANGE.



### VALLOUREC (Noisy-le-Sec)

## POURQUOI LE PCF S'OPPOSE A L'OCCUPATION ?

#### LA QUESTION DE L'OCCUPATION

C'est une nécessité objective car la pratique a prouvé que sans elle, la direction avait les moyens de casser la grève en tentant de déménager 20 tonnes de matériel, et en faisant travailler les jaunes. La pratique a aussi montré qu'une riposte était possible et nécessaire : des militants CGT et CFDT en occupant une nuit l'usine ont fait déjà reculer la direction !

Or les militants du P.C.F. essaient par le biais de la section CGT de s'opposer à cette initiative sous prétexte qu'«on ne peut occuper que si la majorité des travailleurs est pour», ajoutant «Et si on occupe, on risque de se faire virer». Mais derrière ce soi-disant respect de la «démocratie», que se cache-t-il ? C'est laisser se développer les idées fausses sur la répression, c'est laisser la direction faire sa propagande et agiter ses menaces. C'est livrer les travailleurs au défaitisme répandu par la direc-

Chez Vallourec, les travailleurs entament aujourd'hui leur 3<sup>e</sup> semaine de grève. Partout des affiches, sur les murs, sur les arbres «Vallourec doit payer». La lutte contre le chômage partiel et les salaires continuent. Pour tenter de la saboter, la direction, dernièrement, tentait de déménager des stocks pour assurer ses commandes : le piquet s'y opposera et se renforcera. De même la direction tentera de faire faire les commandes dans d'autres usines et là encore, les travailleurs concernés refuseront et débrayeront. Ce sont les premiers acquis, mais d'autres problèmes sont à résoudre.

tion ! C'est se refuser à combattre les obstacles que la bourgeoisie met en avant dans chaque lutte !

Au contraire, c'est le moment de s'appuyer sur l'expérience de ces deux premières semaines, sur les actions qui ont montré qu'il est possible de faire reculer la direction. Ainsi un délégué du personnel CGT s'écriera lors de la conférence de presse d'avant-hier «pourquoi la section s'oppose à l'occupation ?» L'autre jour de nombreux gars en discutaient ferme : «pourquoi on ne fermerait pas les portes ? On ne comprend pas pour-

quoi on laisse travailler les jaunes».

Alors travailleurs quel est donc ce parti qui prétend défendre nos intérêts et qui laisse des camarades qui hésitent encore se laisser prendre aux arguments de la direction ? En fait ce parti ne veut pas du succès de notre lutte. Son souci n'est pas comme il le dit de défendre nos intérêts, mais le capitalisme. Dans son programme, il dit qu'il veut «relancer l'économie en favorisant les secteurs d'avenir» comme chez nous le nucléaire. Mais en système capitaliste, la rentabilisation des entreprises comme à Noisy ça veut jus-

tement dire le chômage partiel ! Mais on n'est pas là pour s'occuper des «difficultés» des capitalistes et de la bonne santé du système capitaliste. Au contraire nous voulons l'affaiblir encore plus !

#### LES LUTTES ISOLÉES C'EST INEFFICACE !

Nous devons nous appuyer sur l'expérience : en débrayant, en refusant de faire le travail de l'usine de Noisy, donc en commençant à s'attaquer à un point clé (la production), les camarades des autres usines ont montré que c'est en arrêtant le travail dans tout le trust que l'on peut espérer faire céder la direction. «Les luttes isolées ça ne marche pas» disent les travailleurs, mais convaincre les milliers de camarades du trust Vallourec, c'est leur montrer qu'à Noisy le Sec on est déjà déterminé et pour cela rallier ceux qui hésitent : un délégué CGT le dira à l'Assemblée Générale d'avant-hier : «Les Assemblées

Générales où l'on vient chaque jour c'est insuffisant. Le soutien ça se gagne et pour cela il faut travailler plus activement, être nombreux aux collectes». La population qui a déjà versé n'accentuera son effort que si elle voit qu'il va permettre de gagner... Mais mettre tout le trust en grève, c'est aussi combattre les propos démobilisateurs de ce représentant de l'Union Locale CGT, membre du P.C.F. qui déclare : «dans certaines boîtes, les sections syndicales ne peuvent pas toujours mobiliser... Il y a peu de temps qu'on y est». Une telle position revient à laisser la direction de ces usines faire sa propagande à l'aide des syndicats jaunes, qui il y a peu étaient les maîtres. Permettre la lutte dans tout le trust, c'est tirer le bilan, comme le dira la section CFDT, de la lutte de Montbard où la lutte a été isolée par les révisionnistes et les réformistes. La victoire est à ce prix !

Richard FEUILLET

# LA GRANDE BORNE

## 500 LOGEMENTS VIDES, UN AVIS DE SAISIE AFFICHÉ SUR LES AUTRES

**Les élus de l'UDR ne se font en général pas remarquer par leur souci, même de façade, des conditions de vie et de logement des travailleurs. Aussi, la «révélation» fracassante du conseiller général de l'Essonne, l'UDR Perrin, selon laquelle 450 logements restent inoccupés à la Grande Borne parce que prenant l'eau, cache-t-elle autre chose que ce souci au moment où s'engage la campagne pour les municipales. La réaction de la municipalité de Grigny, contrôlée par le PCF, expliquant que ce taux d'inoccupation est dû au prix des loyers est aussi révélatrice à cet égard. Les travailleurs qui logent à la Grande Borne, eux, en jugent autrement.**

«Des logements vides ! Il n'y a pas besoin d'être député pour le savoir. Tout le monde le sait, ici. Ce ne sont d'ailleurs pas forcément ceux qui ont le plus de fissures et de fuites qui le sont : les gens ne veulent pas rester, à la Grande Borne. Quand ils réussissent à trouver autre chose, cela fait un logement vide...»

La boulangère ne se plaint pourtant pas trop, le peu de commerçants installés sur place lui permettant de travailler bien suffisamment. En face de sa boutique, de petits immeubles en «quinconce» forment une sorte de cour intérieure, froide et vide. Donnant sur cette seule cour, plusieurs appartements sont inoccupés.

### HEUREUSEMENT QUE MON MARI EST BRICOLEUR

Dans l'un des immeubles, la famille G. Le mari est

ouvrier couvreur, ils ont 4 enfants, ils ne supportent plus la Grande Borne.

«Nous sommes ici depuis 70, depuis le début. Il n'y en a pas beaucoup qui l'ont supporté si longtemps... C'est vrai que tout se dégrade : les carreaux de la cuisine et de la salle de bains ne tiennent pas, les papiers se décollent, la moisissure apparaît sur les murs d'angle, lorsqu'il pleut, l'eau coule du vide-ordures, qui est heureusement sur le palier... Mais chez moi, vous ne verrez pas grand chose : mon mari a réussi à tout camoufler... Et il vaut mieux le faire soi-même : une voisine a eu une fissure dans un plafond, elle s'est plainte, et finalement, on est venu lui clouer une planche, sur son plafond, pour empêcher que la fissure ne s'agrandisse !». Sur ces réparations, la grand-mère, qui loge un peu plus loin, mais qui vient souvent chez sa fille, tient à apporter

son grain de sel : «Il faut dire une chose : une fois, un carreau de ma cuisine s'est cassé. J'ai demandé à ce qu'on le remplace. Personne ne venait. Alors j'en ai acheté un, et quand ils sont venus, j'ai dû payer 80 F pour la pose de ce carreau que j'avais acheté...»

### CERTAINS ONT UN AN DE RETARD SUR LES LOYERS

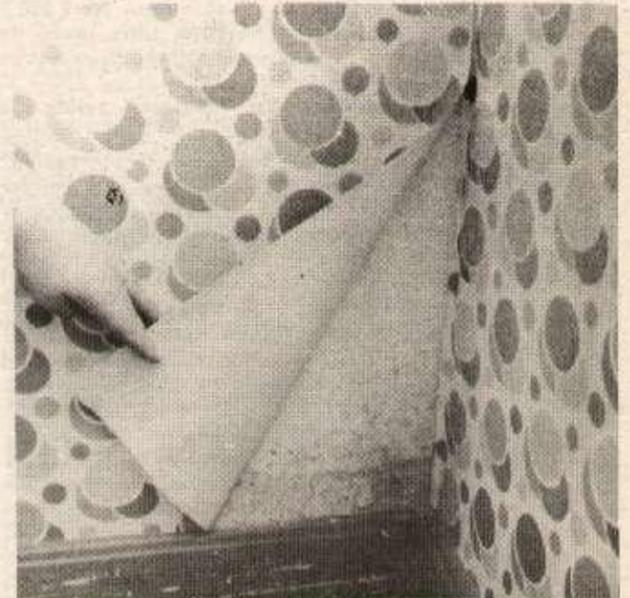
Il n'y a pas que les fissures dans les plafonds qui inquiètent tant les habitants de la Grande Borne : «le privilège» de loger dans la création de l'architecte Emile Aillaud se paye cher : pour un F4 dont le loyer est de 390 F, la somme à payer chaque mois varie de 600 F à près de 900 F, compte tenu des charges très importantes ; les impôts locaux sont de l'ordre de 550 F, et il n'est pas question de les acquitter en retard : une vieille dame qui n'avait pas touché sa retraite avait demandé un report. On lui a quand même infligé l'amende de 10 %.

Payer une telle somme n'est pas possible pour un nombre croissant des habitants de la Grande Borne. C'est chez l'huissier que Mme G. s'en est aperçue : «Le plus affreux, ici, c'est la méfiance entre les gens.

Quand on m'a mise en saisie, je ne me doutais pas qu'on était si nombreux à ne pas payer le loyer. C'est en allant payer l'huissier que j'ai compris : il était tout étonné que cela vienne après deux mois de retard, il m'a dit qu'il y en avait beaucoup pour qui cela atteignait plus d'un an. Mais comme on ne se connaît pas, il n'y a pas d'entraide. Ceux qui sont en dettes n'osent pas en parler à leurs voisins. Moi, je trouve qu'il n'y a pas de honte à cela. C'est pas de notre faute si mon mari qui travaille 60 heures par semaine gagne 2 400 F !»

Effectivement sur toutes les entrées d'immeubles, on voit que des affichettes ont été arrachées. Sur certaines, le tampon de l'huissier de justice Ajache se distingue encore. Ce sont des avis de «vente par autorité de justice». Et jusqu'à présent, les locataires n'ont pas réussi à s'y opposer : lorsque Mme G. a été saisie, l'association de locataires à laquelle elle s'était aussitôt inscrite n'a rien fait... Cet isolement dans lequel se trouvent les ouvrières, soumises à la même exploitation, restent les unes par rapport aux autres, c'est peut être là le vrai scandale de la Grande Borne.

Eric BREHAT



La Grande Borne, un univers de béton, où les logements détériorés reflètent la «qualité de la vie» de Mr Giscard

## Les «quotas» de municipalité PCF

Dans sa réponse au conseiller UDR Perrin, le maire PCF Rodriguez répond en particulier que «sur 135 candidatures présentées à l'office des HLM, 69 seulement ont été acceptées». Ce que ce monsieur ne dit pas, c'est que la mairie contribue elle-même à faire refuser des dossiers, en fixant à l'office des HLM un quota maximum de locataires pour chaque nationalité de travailleurs immigrés. C'est peut être ce que le PCF appelle «lutter contre le racisme»...

## Les pharmaciens dans la rue ?

Le conseil d'Etat a rendu un arrêt favorable à l'ouverture d'une pharmacie mutualiste à Libourne (Gironde), déclarant illégal le refus du ministère de la Santé à l'ouverture de cette pharmacie. Le conflit entre les partisans des pharmacies mutualistes et le ministère de la Santé dure depuis plusieurs années. Le ministère a refusé l'ouverture d'une dizaine de pharmacies mutualistes, sous la pression des pharmaciens qui redoutent leur concurrence. Les pharmacies mutualistes ont l'avantage de délivrer les médicaments prescrits par ordonnance gratuitement pour les adhérents des mutuelles. Les pharmaciens libéraux menacent de faire grève dès la première ouverture d'une pharmacie mutualiste, pour préserver leurs marges bénéficiaires.

## Fourcade écrase l'indice

A défaut de ralentir la hausse des prix, Fourcade a réussi à force de manipulations à ralentir l'indice des prix de l'INSEE. On vient d'apprendre que pour décembre l'indice INSEE n'avait enregistré qu'une hausse de 0,6 %, ce qui permet au gouvernement d'annoncer pour 75 une hausse des prix de 9,6 % contre 15,2 % en 74. En améliorant encore son indice, Fourcade pourra bientôt annoncer une baisse des prix, ce qui autorisera les patrons à bloquer les salaires. Mais qui croit-il tromper ?

## le coup de pied de l'âne

Le chef d'état-major des armées, le général Méry a déclaré que les sanctions prises contre l'amiral Sanguinetti étaient justifiées car il «n'avait pas respecté le principe de discipline intellectuelle qui est spécifique de l'éthique militaire» et il a laissé entendre qu'un autre officier qui avait critiqué la politique militaire actuelle avait été sanctionné. Méry n'admet pas que des militaires s'expriment sans autorisation.

Le général Favreau n'a pas eu besoin d'autorisation pour faire ses dernières déclarations. Il a demandé aux officiers de réagir face aux attaques contre l'armée. «Celui qui sourit quand on parle de la foi, n'a plus sa place dans notre armée» a-t-il ajouté. On est prié de ne pas rire... sous peine de Cour de Sécurité de l'Etat.

Serge LIVET

## Parlement européen

# UN NOUVEAU REFERENDUM SUR L'EUROPE ?

Nul doute que cela annonce une nouvelle manœuvre giscardienne. Le président de la République près de deux ans après son élection est toujours à la recherche d'un consensus national, il pourrait être tenté de rééditer l'opération de Pompidou qui avait espéré se faire plébisciter sur l'élargissement de la communauté européenne. Cependant la déconfiture de son prédécesseur doit le rendre prudent. En provoquant un référendum ou un examen au Parlement sur la question des institutions européennes, Giscard escamote rééquilibrer sa majorité, en écartant la fraction de l'UDR qui est hostile au projet européen et en débauchant une partie du PS. Il semble pour l'instant que les espoirs giscardiens risquent d'être déçus. La question provoque effectivement des divisions au sein de l'UDR où certains barons sous la houlette de Guichard se sont prononcés pour l'élection au suffrage universel, tandis que les Debré, Sanguinetti s'y opposent violemment.

Dans l'opposition, des divergences importantes existent entre le PCF et le PS. Le PCF est hostile au projet, il a toujours combattu la construction européenne dont il craint soit un renforcement de la tutelle atlantiste, soit un processus d'indépendance

**La publication du rapport Tindemans sur la construction européenne a réactivé les vieilles querelles sur l'Europe entre formations politiques bourgeoises et à l'intérieur même de plusieurs de ces formations. Le point le plus controversé de ce rapport est le projet d'élection au suffrage universel du parlement européen. Des rumeurs de référendum sur ce sujet commencent à filtrer, et comme par hasard un sondage vient d'être réalisé touchant à cet événement référendum. Ce sondage donnerait 63 % de réponses favorables à l'élection au suffrage universel du parlement européen.**

de l'Europe, deux conséquences qui ne peuvent que déranger l'URSS. Au PS c'est la confusion ; d'une part Mitterrand et une partie de son secrétariat sont favorables au projet. Mitterrand aurait fait savoir à Giscard qu'il voterait oui à un référendum sur cette question. De l'autre Jean-Pierre Cot, délégué du PS pour les questions européennes, vient de déclarer inacceptables les propositions du rapport Tindemans, et ne s'est pas affirmé en faveur de l'élection au suffrage universel. Le comité directeur du PS doit se prononcer sur cette question le 31 janvier.

Tous ces mouvements contradictoires, ces hésitations dans les partis bourgeois ne sont en fait qu'une conséquence du manque d'enthousiasme que rencontre l'idée européenne dans les masses. Les politiciens bourgeois sont bien obligés de

constater que la question de l'Europe suscite au mieux l'indifférence, le plus souvent l'hostilité des travailleurs. Ce n'est pas là le projet politique qui permettra au gouvernement de retrouver l'adhésion d'une partie des travailleurs comme ça avait pu être le cas pour le discours gaulliste sur l'indépendance nationale.

L'expérience que font les travailleurs de l'Europe ne les porte pas à l'enthousiasme. Les paysans ont compris depuis longtemps que la construction européenne signifiait la ruine et la misère pour eux. Que représente l'Europe pour les ouvriers sinon plus de dix millions de chômeurs officiellement recensés et la possibilité pour les trusts de s'organiser à l'échelle européenne pour mieux les exploiter. Quelle réalisation l'Europe peut-elle mettre à son actif ? Les quelques projets communs ont pour la plupart capotés telle la fusée Europa

qui n'a jamais dépassé le saut de puce.

Mais l'élection au suffrage universel du parlement européen n'est pas un phénomène aussi mineur qu'il pourrait y paraître au premier abord. C'est évident qu'il s'agit, après avoir recouru à ce type d'élections, d'élargir le pouvoir de ce parlement, de le doter d'un certain pouvoir législatif. Ce qui veut dire en clair qu'un tel parlement pourrait intervenir dans notre pays pour y imposer des décisions. Quand on sait de quel côté penche la «majorité» européenne, et quand on se souvient que sur toutes les grandes questions (énergie, avion de combat...), elle s'est en fin de compte toujours alignée sur les positions US, on voit la nature des menaces que ferait peser ce parlement, premier pas dans l'application du rapport Tindemans.

S'opposer au renforcement de la main-mise des deux superpuissances, USA et URSS, sur l'Europe exige de faire pression sur les bourgeoisies européennes pour qu'elles n'adoptent pas une politique de faiblesse ni contre l'une ni contre l'autre. C'est ce qui doit guider notre attitude dans l'opposition à l'application du projet Tindemans.

# LUTTES OUVRIÈRES

## «LES FORCES DE L'ORDRE COMME A CHAUSSON» DEMANDE L'AVOCAT DU PATRON

L'usine AUXILEX, à Méru est située dans l'Oise. Là depuis longtemps, les travailleurs s'esquintent à longueur de journée pour fabriquer du matériel pour Dassault et cela pour des salaires plutôt bas. Mais comme le patron est dans le genre «compréhensif», il proposait une augmentation il y a quelques jours : 0,5 % ! C'est en assemblée générale qu'on décide alors le 21 janvier d'occuper l'usine pour les 2 000 F pour tous, la réduction d'horaires sans perte de salaire, la suppression des contrôles médicaux autres que ceux de la sécurité sociale, etc...

Le patron convoque alors 5 délégués syndicaux CGT et CFDT devant le tribunal, où son avocat demandera l'évacuation de l'usine et dira : «*les délégués font régner l'insécurité dans mon usine... Ce qu'il faut, c'est suivre l'exemple de Chausson et faire intervenir éventuellement les forces de l'ordre si nécessaire*». Le tribunal décidera que les 5 délégués doivent quitter l'usine. Mais cette répression ne fait qu'étendre la lutte : tout se met en place pour renforcer l'occupation. L'insécurité, c'est loin d'être fini pour la direction !

## ALSTHOM : QUESTION A LA DIRECTION C.G.T.

Lundi à 10 heures : c'est le jour et l'heure où les travailleurs de l'Alsthom Signaux ont arrêté le travail pour obtenir trois revendications : les 40 heures, le 13<sup>e</sup> mois et 300 F. d'augmentation pour tous. Mais l'Alsthom, c'est aussi la CGEE et la SAVOISIENNE. Les travailleurs du secteur « Signaux » ont décidé de contacter leurs camarades de ces usines pour qu'ils entrent en lutte à leur tour, car comme ils le disent « le trust nous exploite tous ». Les syndicats de la CGEE ont discuté avec eux, par contre la direction du syndicat CGT de la Savoisiennaise a refusé d'engager toute action ! Des travailleurs syndiqués CGT et non syndiqués de l'usine « SAVOISIENNE » ont alors décidé de faire un tract disant notamment : « De quel droit un nombre infime de personnes décide-t-il pour l'ensemble des travailleurs ? Nos propositions ont-elles été discutées ? Nous voulons un syndicat qui défende nos intérêts ! Imposons la démocratie ! Signaux, CGEE, Savoisiennaise, c'est tous ensemble qu'il faut lutter pour imposer nos revendications ! Ce n'est pas par atelier, par équipes qu'on obtiendra quelque chose ! ; à l'Alsthom aussi on tire le bilan des luttes isolées qui de moins en moins permettent de faire aboutir nos revendications !

## CAEN : LES AGRICULTEURS DU CANTON DE VASSY PASSENT A L'ACTION

Au mois de janvier 76, une ferme de 28 hectares se trouvait mise en vente en adjudication. Cette exploitation se trouvait mise en vente en sein-clos. C'est sur ce point que les paysans ont montré leur fermeté : maîtrisé les surenchères excessives, évité le démantèlement des fermes viables et retenu le maximum de jeunes à la terre. Les paysans refusant la politique agricole de la bourgeoisie se sont réunis à 60 et se sont rendus à l'étude du notaire à Villers-Bocage le jour de la vente, accompagnés de la SACER. Cette mobilisation a fait reculer la bourgeoisie et la terre a été vendue à un prix normal pour la région. Cette victoire est un acquis pour tous les paysans qui comme les ouvriers subissent la crise. Oui, la lutte est possible à la campagne.

## JAMS : C'EST 610 EMPLOIS QU'IL FAUT, PAS 280 !

A Moumelon le Petit, dans le département de la Marne, ils sont 610 travailleurs qui travaillent à l'entreprise JAMS. Mais lundi, c'est la surprise de début d'année : le syndic annonce le licenciement de la totalité des ouvriers. Alors, dans les ateliers, on ne reste pas les bras croisés, on décide tous ensemble d'occuper les locaux, pour refuser la carte de chômeur qu'il va nous falloir présenter désormais à l'agence. Les travailleurs ne veulent pas de chômage mais du travail. C'est alors qu'hier, on apprenait la décision du groupe DUMESTE (MEUBLES) de reprendre l'usine. Mais là, seconde surprise : Le patron de Dumeste se propose de trier les 610 ouvriers et d'en choisir 280. Les autres ? Ils « seraient réembauchés dans 6 mois... Mais les promesses, ce sont les promesses, ici les travailleurs veulent des certitudes, et ils sont prêts à imposer la réembauche de tous.

## DES PERTES DE SALAIRES DE PLUS DE 1000 F. PAR MOIS !!!

La direction de l'entreprise PONCEBLANC à Génélard en Saône et Loire vient de ramener ses horaires à 24 H. Concrètement, cela veut dire, que les travailleurs vont connaître à nouveau une réduction importante de salaire, importante n'est d'ailleurs peu dire quand on sait que cette nouvelle attaque sur les salaires va tout bonnement s'ajouter... aux 1000 F. que les ouvriers ont déjà perdu chaque mois sur leur paye, depuis octobre 75 !!! Alors, dans l'usine, on se dit que ce n'est plus possible, et on discute ferme sur les actions qu'il va falloir entreprendre dans les jours à venir.

## Orléans

# LETTE OUVERTE DES GREVISTES DE RIVIERRE CASALIS AUX PAYSANS

Vous connaissez la marque en machine agricole Rivierre Casalis. Nous fabriquons vos instruments de travail avec tout le sérieux que l'on peut y apporter. Nous n'avons jamais eu l'occasion de nous rencontrer et d'échanger

Ce conflit a pour origine un problème de cadence. Nous travaillons au «bon» et depuis quelques années nous assistons à une accélération de notre vitesse de travail. Nous produisons beaucoup plus avec de moins en moins de

A tout ceci vient s'ajouter un problème de pouvoir d'achat qui n'a cessé de se dégrader depuis plusieurs années. Nous gagnons pour les OS2, entre 1 400 et 1 700 f. au rendement maximum et pour les professionnels,

rentable et des perspectives très favorables pour 1976, la direction nous propose 3 % d'augmentation pour le mois d'avril alors qu'en avril 1975, année difficile, cette augmentation était de 5 %.

Nous pensons nécessaire de vous informer sur nos problèmes car ils vous concernent. Nous sommes prêts à vous accueillir pour discuter des vôtres et recevoir de votre part toute forme de soutien et d'encouragement quel qu'il soit : moral, physique, financier ou en nature.

CCP Bureau Gérard, 749/76 L

avec mention «solidarité Rivierre».

Un comité d'accueil se tient à votre disposition aux portes de l'usine de 6 H à 17 H afin que ce conflit soit l'occasion d'une rencontre entre nous.

Section CGT et CFDT, Rivierre Casalis



nos problèmes alors que nous sommes très liés les uns les autres par le produit que nous fabriquons et que vous utilisez. Nous sommes actuellement dans un conflit avec la direction de l'entreprise et nous avons décidé de vous exposer nos problèmes.

personnel. Ceci est préjudiciable non seulement pour l'ouvrier qui subit une fatigue physique et nerveuse de plus en plus grande, mais aussi à la qualité de la fabrication, tant il est bien connu que travailler très vite et bien est inconciliable.

entre 1 700 et 2 000 F. Depuis novembre 74, nous subissons une perte de 9 % du salaire, suite à des réductions d'horaire non compensées et nous avons connu chômage partiel et licenciements.

Malgré une entreprise très

## Le patron du FJT de Tonnerre

# "PARLEZ DE LA PLUIE MAIS PAS DE POLITIQUE"

Une assemblée générale des jeunes travailleurs du Foyer de Tonnerre vient de se tenir avec le «président» Dumas (PDG de l'usine du coin). Cette réunion a été provoquée par la «sœur», directrice du foyer pour court-circuiter la vague de mécontentement qui monte en ce moment contre le règlement intérieur.

Pour le règlement intérieur, les résidents demandent unanimement les sorties libres (ou jusqu'à 24 h) pour les majeurs. Pour Dumas, il y a deux obstacles : «le problème est financier, il faut payer un gardien» et «ce sera comme à Marmande». Les nombreuses interventions des travailleurs, notamment de militants syndicaux CFDT ont mis clairement en lumière les positions réactionnaires de Dumas, son racisme anti-jeune, la remise en cause de la majorité à 18 ans, la remise en cause de la liberté d'aller et venir, etc...

Des soirées discussions sur des sujets «brûlants», comme le chômage, la sexualité, l'avortement, films, etc... ont été demandées.

La position de Dumas a été que «Si vous faites ça, le foyer est foutu car il ne faut pas de politique au foyer». «Celui qui en fera sera vidé, je le viderai moi-même. Vous pouvez parler de la pluie, du beau temps, de Concorde si vous voulez, mais pas de politique».

Dumas en a profité pour «faire un exemple» en prenant à parti un camarade syndicaliste révolutionnaire,

en lui disant «Vous parlez politique à table, vous distribuez des tracts à l'entrée du foyer, vous êtes donc mis à la porte à partir de demain». Un long débat s'en est suivi où Dumas a tenté de transformer l'assemblée en tribunal en demandant aux travailleurs de dire si le camarade gênait la vie du FJT, 3 travailleurs (sur 25) ont répondu à son appel. Sur la menace d'une intervention organisée du syndicat pour la réintégration, Dumas est revenu sur sa position en donnant un avertissement (au bout de trois, on est vidé ! comme à l'école !)

Ainsi, il est clair que les résidents se sont aperçus qu'il n'était pas possible de faire progresser les choses en

«dialoguant avec le patronat et la direction du foyer».

Ce n'est que par une lutte organisée des travailleurs que les revendications mises en avant pourront aboutir.

A bas les foyers casernes ! Halte à la répression !

A l'offensive pour la défense des libertés démocratiques !

correspondant Tonnerre



## Fluo-technique

# "NOUS RESTERONS A SALINS"

Il y avait environ 600 personnes, pour soutenir les « FLUO », à la manifestation de mercredi soir. Des délégations des boîtes de Salins et de l'extérieur, beaucoup de jeunes, des enfants d'ouvriers, les syndicats CGT et CFDT, les « partis de gauche », le PCR (ml). Sous la neige, dans la longue rue principale, où beaucoup de magasins sont fermés, le cortège défile criant des slogans qui expriment la volonté de vaincre des « FLUO » « FLUO vivra ! » En s'appuyant sur l'unité populaire, « La classe ouvrière vaincra ». C'est aussi la mise en accusation des pouvoirs publics locaux. « Jacquet, du boulot ! Jacquet, démission ! » — Jac-

quet est maire et conseiller général — c'est la mise en accusation du gouvernement « Giscard, Chirac, où est-elle la sortie du tunnel ? » ce slogan est révélateur de l'interrogation des travailleurs quant à la façon de sortir de la crise. Mais en fait, oui, comment sortir du tunnel ?

Les perspectives d'action sont claires pour les travailleurs de FLUO, ils veulent une occupation active ; ils ont envahi le siège du CNPF à Besançon, vendredi toute la journée avec leurs femmes et leurs enfants, pour obtenir les indemnités de licenciements qu'on leur refusait — et ils les ont obtenues. Ils refusent que

leur outil de travail soit démantelé par le syndic chargé de la liquidation et ils « iront jusqu'au bout » pour que l'entreprise les réembauche tous sur place ; ils refusent de partir de Salins où ils vivent avec leurs familles ; ils refusent la division et voient dans leur occupation la concrétisation de leur unité ; ils invitent largement la population à leur rendre visite à l'usine ainsi que les travailleurs des autres boîtes en lutte pour les soutenir et les aider dans leur action.

Pour les travailleurs de FLUO, il est clair que ce n'est pas à eux de faire les frais de la crise ou encore moins de la gérer.

# LUTTES OUVRIÈRES

## RENAULT - BILLANCOURT

Après le lock-out de 2 500 ouvriers

# LA COLÈRE ET L'ESPOIR

Depuis mercredi, 2 500 ouvriers de la Régie subissent un lock-out partiel de 2 heures et de nombreux travailleurs intérimaires ont été renvoyés, c'est la réponse de la direction à la grève des pistoleurs du département 74 qui sont en grève depuis vendredi dernier.

La manœuvre est claire : essayer de diviser les peintres des autres ouvriers. C'est pourquoi malgré le lock-out, de nombreux travailleurs venaient hier à leur poste de travail normalement, exigeant que les heures chômées soient payées à 100 %. Et dans d'autres ateliers, non encore touchés par le lock-out, comme le département 98, des assemblées se tenaient afin de préparer la riposte au cas où le chômage serait étendu.

Quant aux peintres du 74, ils entendent bien imposer leur revendication, «le P.1 maintenu» pour tous.

«J'É L'AI APPRIS PAR LE JOURNAL»

2 500 lock-outés, la direction ne s'y est pas trompée. La grève des peintres vient remettre en cause tout son système de classification, «son système de division» comme l'expliquait un ouvrier de la sellerie.

Division par les classifications, les indices, division par le morcellement des ateliers, les horaires différents. Division qui fait qu'hier encore de nombreux travailleurs ignoraient la lutte des peintres. «Je l'ai appris par le journal» disait l'un. «Je n'ai pas vu la couleur d'un tract» ajoutait un autre. Puis, après un moment de réflexion : «les syndicats, ils ne font pas leur boulot». L'accusation est lancée, nette, franche. Et pourtant, c'est un travailleur syndiqué à la CGT qui parle.

«Cela fait plus de dix ans que je travaille à Renault, et à chaque fois c'est pareil, on part en lutte et puis comme le patron ne cède pas, on nous appelle à reprendre, on nous promet des négociations, ensuite, rien...» Ce point de vue de nombreux travailleurs l'exprimaient hier, porte Emile Zola, réfléchissant, posant des questions, comme ces deux marocains : «Pourquoi,

c'est tantôt un atelier qui est en lutte tantôt un autre, pourquoi l'information elle ne circule pas ?»

«CA VA REPARTIR»

Car si la lutte de l'an passé est présente dans la tête de tous, c'est qu'elle n'a pas été sans laisser des questions. Des questions sur la manière dont elle a été conduite par le PCF qui accapare la direction de la section CGT.

Et aujourd'hui de nombreux travailleurs s'interrogent. Comment gagner contre la régie ? Car le lock-out a ravivé la colère, mais aussi bien des espoirs. Déjà la riposte s'organise. Dans plusieurs ateliers et départements, des assemblées se sont tenues spontanément pour préparer la riposte en cas de lock-out plus important. Et chacun est conscient que «ce n'est plus possible», «qu'il va falloir faire quelque chose», «que ça va repartir», comme nous le disait ce travailleur espagnol.

Oui, à côté de ce sentiment de doute sur la possibilité de gagner, à côté de cet écoeurement manifeste par rapport aux luttes passées, c'est bien l'idée de lutter à nouveau, de «trouger tous ensemble», qui dominait hier aux portes de Renault.



C'était il y a un an...

### «le P.1 maintenu»

Les pistoleurs se battent pour obtenir un barème équivalent à celui du secteur fonderie.

Après la lutte des caristes en février 75, les peintres avaient engagé l'action pour être classés eux-aussi P.1 à 180. La direction avait alors admis de reconnaître une seule catégorie de P.1 à 180. Catégorie qui regroupait les anciens P.1A à 170 et les P.1B à 180. Mais dans le même temps, elle faisait passer le nombre d'indices à 5. Les trois premiers pour les anciens P.1 à 170 et les nouveaux promus P.1, et les deux autres appelés «maintenus», pour les anciens P.1B.

Ce que la direction avait lâché sur les catégories, elle le reprenait sur les indices, rétablissant ainsi l'ancienne division. C'est cette division que remettent en cause aujourd'hui les pistoleurs, en réclamant le P.1 «maintenu» pour tous, ce qui correspond à une augmentation de 130 F environ.

## ESPAGNE

Madrid le 29 janvier

La grève de l'enseignement s'étend en Espagne. Elle touche actuellement 300 centres, 4 000 professeurs et environ 170 000 élèves. Une manifestation rassemblant enseignants, parents et élèves était convoquée pour la journée d'hier. On s'attendait à ce que le personnel des crèches s'y joigne. Les enseignants continuent à tenir des assemblées générales et tentent d'étendre leur mouvement au secteur des écoles religieuses. Ils ont reçu des délégations de solidarité des lycéens, ainsi que des ouvriers du bâtiment et de Chrysler, qui poursuivent leur grève.

A l'heure actuelle, les enseignants se sont donnés une plate-forme revendicative : enseignement pour tous gratuit, salaire de base pour tous de 30 000 pesetas, avec dans l'immédiat 8 000 pesetas d'augmentation uniforme, un syndicat unique, libre et démocratique des travailleurs de l'enseignement, l'amnistie et la réintégration des professeurs renvoyés pour des raisons idéologiques, les libertés démocratiques et l'abaissement des effectifs de 50 actuellement à 28, enfin garantie d'emploi pour les PNN sans contrat.

Q. : L'an dernier l'université de Madrid a connu de très grandes luttes, aussi bien chez les enseignants que chez les étudiants. Où en est-on aujourd'hui ? Sur quels problèmes se mobilisent-ils ?

R. : Dans la dernière vague de luttes, les étudiants ont participé aux mouvements de la classe ouvrière, en tenant des assemblées où les représentants des usines en grève venaient expliquer leurs revendications, où des collectes étaient faites. Les étudiants ont également manifesté dans la rue pour exiger les libertés démocratiques, et l'amnistie. Ce problème des libertés est très aigu dans la faculté.

### POSER UNE AFFICHE C'EST TOUTE UNE ODYSSEE

Les flics sont aux portes de la fac, et fouillent les étudiants qui ont des paquets volumineux. Alors, on plie les affiches en éventail et on les scotche à l'avance. Ça doit être fait en quelques secondes, car il y a toujours l'ombre d'un flic dans les parages. beaucoup de camarades ce sont vus infliger de très lourdes condamnations, interdire la poursuite des études, etc, pour avoir collé une affiche. Les flics sont très nombreux au bar de la fac, dans les amphis, sans compter les civils. Depuis l'état d'except-

# L'UNIVERSITE FASCISTE EN QUESTION

Interview d'une

militante de la faculté des lettres de Madrid

recueilli par Hélène Varjac

tion, les flics ont une caserne à l'intérieur même de l'université. Cependant, depuis Juan Carlos, leur présence est devenue moins voyante.

Q. : Est-ce que les étudiants disposent de formes d'organisation indépendantes du syndicat universitaire fasciste ?

R. : Jusqu'à l'an dernier, il y avait ce qu'on appelait des «comités de cursos», c'est-à-dire des comités regroupant les étudiants par année. Mais l'an dernier, le gouvernement a promulgué un décret pour la participation étudiante, avec des délégués légaux. Les révisionnistes et les réformistes ont défendu le point de vue qu'il fallait dissoudre les anciens comités et participer aux structures légales. Tout le monde n'était pas d'accord, bien sûr, car il était parfaitement possible de se servir de ces structures tout en les dénonçant, mais il était indispensable de garder notre indépendance. Le point de vue révisionniste a effectivement abouti à la dissolution de ces comités, mais pas partout.



### CONTRE LA SÉLECTION ET L'ENSEIGNEMENT A-SCIENTIFIQUE

Q. : Je suppose que les étudiants ont aussi des revendications spécifiques ?

R. : Nous luttons contre un enseignement «a-scientifique», pour une réforme démocratique de l'université, contre la sélection. Sur ce dernier point par exemple, les enfants de la classe ouvrière

ne peuvent dépasser l'enseignement général de base qui correspond au niveau BEPC ; pour les paysans, je crois que c'est encore moins ! La petite bourgeoisie a accès au bac., et même aux trois premières années d'études universitaires. Mais il y a un examen d'entrée à l'université, qui accroît la sélection. L'an dernier, les luttes menées là-dessus ont été très durement réprimées.

D'autre part, le système éducatif ainsi que les orienta-

tions économiques aboutissent à un très fort chômage parmi les diplômés de la petite bourgeoisie. Par exemple pour les enseignants, on peut parler d'une véritable prolétarisation : le nombre de «professeurs non-numéraires» (PNN), c'est-à-dire d'auxiliaires sans emploi fixe ou au chômage et de plusieurs milliers rien qu'à Madrid. L'oligarchie n'a pas besoin à l'heure actuelle de cadres intermédiaires et de techniciens.

# LA VIE DU JOURNAL

## DANS NOTRE COURRIER

*Déjà sélectionnés...*

Camarades,

Je prends cette fois le temps de vous écrire pour vous faire part d'un fait qui me paraît à la fois important et révoltant.

J'ai reçu de l'inspection académique une offre de remplacement à «mi-temps» ou suppléance dans une école primaire du Valenciennois. (il faut souligner que le poste de remplaçant à temps complet est peu et même plus utilisé car il interviendrait dans la titularisation et de plus correspondrait à un salaire plus élevé. Ce système permet donc de faire du «bouche trou» à bon compte).

J'ai donc pris contact avec l'institutrice et la classe, elle m'a fait la présentation de chaque élève et de quelle manière !!... en faisant lever chaque élève : en majorité, ils me furent présentés comme «déchets» ou «irrécupérables» et retardés scolaires parce que les parents «buvaient» ou «parlaient mal» et d'autres parce que les parents étaient «étrangers» (travailleurs immigrés) et affirmant dès la fin du premier trimestre que tel ou tel ne passerait pas !!!

Je remarquai que beaucoup d'entre eux dépassaient la moyenne d'âge : 9, 10, 11 ans (normalement 8 ans pour le CE1).

Sans aucun doute, ces enfants sont désignés par le système scolaire pour être plus tard employés comme OS ou manœuvres.

Oui, c'est vrai, ces enfants parlent et s'expriment mal par rapport au critère du «beau langage bourgeois». Et ce sont tous ces critères bourgeois qui déterminent par exemple la durée d'apprentissage de la lecture, de l'écriture sans compter qu'un enfant issu d'un milieu populaire ne peut que s'adapter difficilement à ce milieu qui n'est pas le sien. (...) quel est donc le rôle de l'instituteur et quels sont les moyens d'action et de pression des familles populaires contre les instituteurs qui font souvent le jeu du système ?

VALENCIENNES.

## L'OUA et le problème de l'Angola

Si les Africains étaient maîtres de leur politique et si les leaders Angolais n'étaient pas déjà les prisonniers Russes et des Américains, je leur demanderais de ne point discuter sur la formation d'un gouvernement d'union qui aboutirait sans doute à d'autres massacres de la population ni sur le cessez le feu qui ne sera pas compris tant que les parties en lutte continueront à recevoir des armes russes et américaines, mais de décréter unilatéralement :

- retrait immédiat et sans condition des forces étrangères de l'Angola,
- interdire toute vente et importation d'armes de guerre en Angola,
- arrêter tout trafic d'armes à destination de l'Angola,
- mettre en place immédiatement un système de contrôle visant à faire respecter ces mesures.

Je pense que si ces mesures sont respectées, Savimbi, Néto et Roberto videront leurs stocks et seront obligés de s'asseoir devant une table ronde pour régler à l'Africaine une affaire purement africaine.

Un lecteur gabonais

## A LA VEILLE DU CONGRES DU PCF

### Boulogne

Je vous écris à propos de l'article de J. Estève «Non, Monsieur Marchais...» paru dans le Quotidien du Peuple du samedi 17 janvier.

Le 2ème paragraphe essaie de résumer les «arguments» du P«C»F. Mais ce que J. Estève semble oublier (ce que Marchais logiquement avec lui-même ne fait pas), c'est qu'il y a 2 termes dans l'expression Dictature du Proletariat : Dictature et Proletariat.

J. Estève recense les arguments concernant le premier terme et oublie complètement le deuxième. Il me semble qu'il aurait fallu au moins :

- montrer qu'on ne peut pas dissocier les deux termes (il ne s'agit pas de la dictature «en général»)

- rappeler la conception marxiste de la notion de prolétariat et répondre aux affirmations de Marchais suivant lesquelles il s'agit d'un concept «scientifiquement valable» mais «politiquement dépassé».

Quand J. Estève analyse la position des révisionnistes sur la question de la démocratie, tout ce qu'il trouve à lui répondre, c'est de balancer une «thèse on ne peut plus comme Lénine». Précisément, ce dont il s'agissait c'était de démontrer en quoi la démocratie actuelle est une démocratie bourgeoise, c'est-à-dire une démocratie pour les capitalistes, et de le démontrer en tenant compte de la situation propre à la France.

L. Boulogne

A propos de la lettre d'Alfortville, deux observations semble-t-il, sont à faire :

1) Il y a une dimension qu'il ne faut pas oublier dans notre lutte actuelle contre le révisionnisme sur la question de la Dictature du Proletariat, c'est précisément la lutte de principe : lutte qui s'appuie notamment sur les acquis théoriques du Marxisme et du Léninisme.

Il serait faux de croire qu'une telle lutte de principe passe forcément à côté des préoccupations d'une partie des gens influencés par le P«C»F et qui ont des doutes sur l'orientation de ce parti.

La nature spécifique du parti révisionniste (parti bourgeois qui se prétend «communiste») ainsi que son passé prolétarien l'ont conduit nécessairement à une diffusion (relatée, mais diffusion quand même) des principes du socialisme. Il y a donc un acquis, de ce point de vue, qu'il ne faut pas négliger. Un certain nombre de travailleurs n'admettent pas sans mot dire - et les réticences que rencontre la direction du P«C»F pour faire admettre son point de vue dans les rangs et à l'extérieur du P«C»F en sont la preuve - de voir abandonner une notion qui fait corps avec la doctrine socialiste.

Il nous appartient donc, tout en ne semant pas d'illusions sur la nature réelle du P«C»F (non pas parti qui se «trompe» mais parti bourgeois qui a un projet de capitalisme d'Etat) de montrer comment il abandonne simplement et ouvertement, de bout en bout le terrain du Marxisme-Léninisme.

C'est pourquoi nous avons tout

### Alfortville

Surtout il faut prendre le soin de réfuter point par point et dire d'une façon vivante, les idées fausses. Souvent on les ignore ou bien on règle leur sort par un rappel de principes, une citation, quand ce n'est pas un sarcasme qui risque de heurter de front le lecteur plutôt que de l'amener à s'interroger, à progresser.

Les articles sur la dictature du prolétariat sont de ces textes où rien n'est incisif parce qu'on veut tout dire dans une page.



### Meaux

En lisant le compte-rendu de «L'Humanité-Dimanche» du lundi 26 sur les conférences fédérales, on peut apprécier la clarté de vos articles sur le 22ème congrès du P«C»F et sa préparation notamment celui de samedi dernier qui explique bien la réalité du projet révisionniste de renforcement du capitalisme d'Etat. (...).

un travail nécessaire de «rappels de principe», de citations, de diffusion très large des œuvres essentielles du Marxisme-Léninisme (notamment L'Etat et la Révolution et le renégat Kautsky) à effectuer à l'occasion de cette bataille anti-révionniste sur la Dictature du Proletariat. L'oublier serait réduire gravement la portée de notre lutte.

2) Ceci dit, il est tout à fait vrai que la série d'articles pêche par un certain côté : L'argumentation n'y est pas suffisamment reliée aux questions que se posent les gens. Sur quels points le P«C»F trouve-t-il un terrain favorable pour développer son point de vue révisionniste sur la dictature du prolétariat ?

Sur quelles idées des masses, sur quelles aspirations trouve-t-il appui ? (comment par exemple les révisionnistes spéculent démagogiquement sur le caractère nouveau de notre époque, ou sur le rôle de repoussoir du socialisme que constitue le «socialisme» en URSS, ou sur l'aspiration des masses populaires à la démocratie prolétarienne pour pervertir et renier l'idée de la Dictature du Proletariat). Sur quoi au contraire les révisionnistes entrent-ils en contradiction avec une partie des travailleurs ?

A propos de la lettre de L., il est vrai que l'article incriminé n'était pas très clair. Au lieu d'expliquer tout d'abord la conception Marxiste-Léniniste de la Dictature du prolétariat opposée à la Dictature de la bourgeoisie, on est parti d'emblée sur la critique du point de vue révisionniste, sur leur théorie de l'Etat etc... ce qui fait un article certainement peu compréhensible pour certains lecteurs. De même je suis d'accord sur le fait que la critique de la «démocratie bourgeoise» aurait

### Clichy/s/Bois

Camarades,  
Bravo pour l'article «Sans dictature du prolétariat, pas de socialisme».

Il répond à la question actuelle posée par de nombreux militants de la CGT et de la CFDT dans les entreprises.

Pour les camarades dans le commerce, de nombreuses thèses sont évoquées à propos de la déclaration de Marchais. Pour beaucoup, notamment à la CGT, c'est une surprise désagréable, car c'est la base même du Marxisme qui est remise en cause par les révisionnistes.

Pour d'autres, notamment les anarcho-sindicalistes, c'est une supercherie de la part du PCF : ils ne pensent pas que Marchais abandonne «la dictature du prolétariat», mais qu'il manœuvre pour attirer au PCF les quelques «petits bourgeois» effarouchés par le mot «Dictature».

Pour d'autres, enfin, à la CGT comme à la CFDT, (et c'est là ma position), c'est la continuité de la ligne révisionniste à but électoraliste, qui ne fait que traduire encore plus clairement le renoncement du PCF à la lutte de classe et à la Révolution par la violence révolutionnaire. De Thorez en 1945 à Marchais 1975, il n'y a que 30 ans de révisionnisme, rien d'étonnant alors.

(...) Ce qui est important dans l'article du QdP, c'est qu'il ne s'adresse pas essentiellement par son contenu à une élite intellectuelle mais que, fidèle à son titre «Quotidien du Peuple», il s'adresse à toute la classe ouvrière. C'est facile à lire, c'est une analyse qui apporte la réflexion, qui entraîne la discussion, donc un article qui fait avancer le lecteur.

dû être beaucoup plus développée.

Faute de connaître précisément l'impact de la campagne révisionniste, les articles sur la question ont nécessairement des limites. Cela tient sans doute au journaliste et à la manière dont il travaille. Mais cela tient aussi à la nature des liens entre le journal et les lecteurs.

Il est nécessaire que les lecteurs fassent parvenir des éléments, des contributions, des comptes-rendus de discussions pour juger des réactions et de l'état d'esprit des travailleurs, des sympathisants du P«C»F ou de ses membres.

Le matériel édité doit permettre d'engager des discussions assez larges. Il faut, sur cette base, avancer dans la connaissance des idées des masses afin de rendre n notre propagande anti-révionniste plus vivante et plus percutante.

Nombreux sont les lecteurs qui sont prêts à fournir des éléments sur la manière dont le reniement du P«C»F est perçu. Ces contributions doivent permettre d'alimenter dans les jours qui viennent, c'est-à-dire à la veille du Congrès du P«C»F ou pendant son déroulement la chronique anti-révionniste.

J. ESTEVE

## COMMUNIQUÉS

«Contre la répression qui vise l'ensemble de la classe ouvrière, exigeons la libération de tous les inculpés et l'arrêt des poursuites ! Contre les campagnes sur les libertés des partis bourgeois de droite comme de «gauche» qui cherchent surtout à soigner leur image en vue des prochaines combinaisons électorales, défendons le droit de grève, et le droit syndical menacés !

Un an après la catastrophe de Liévin, le rapport du service des Mines couvre la responsabilité écrasante des Houillères. Il faut que la vérité éclate et que soient punis les fautifs. Développons nos luttes dans la perspective du pouvoir des ouvriers et des paysans !

RÉUNION PUBLIQUE DU PCR (m-l)  
SAMEDI 31 JANVIER - 14 h 30  
CAFÉ DES ALOUETTES (MONTCEAU)

## IRAN 9 assassinats

## VENGEANCE

### MEETING

vendredi 30 janvier - 20 H 30

44 - RUE DE RENNES - MÉTRO ST GERMAIN  
ORGANISÉ PAR  
L'UNION DES ÉTUDIANTS IRANIENS EN FRANCE

Le Quotidien du Peuple  
publication du PCR (ml)  
Adresse postale :  
BP 225 75 924  
Paris Cedex 19  
CCP n° 23 132 48 F Paris  
Directeur de publication  
Y. CHEVET  
imprimé par IPCC Paris  
distribué par les NMPP  
Commission Paritaire :  
56 942

# TÉLÉVISION

Sur Antenne 2, lundi soir

## LES PAROLES ET LES ACTES

Dans sa série la «Male parole» J. P. Chabrol a reçu 3 invités : Edgar Faure, Jacques Thibau (ex ENA, ex-directeur de l'ORTF) et Sylvain, délégué révisoniste de la CGT Renault.

Avec E. Faure, Chabrol a évoqué les années qui suivirent immédiatement la Révolution bourgeoise de 1789. Le souci d'unification politique s'est traduit par une volonté d'unification de la langue ; le but ouvertement proclamé : anéantir les différents patois pour «faciliter le jeu de la machine politique». Les prolongements actuels de cette conception n'ont pas été développés dans l'émission ; pourtant, deux siècles après ces mesures, la résistance à l'uniformisation linguistique et culturelle est partie intégrante des revendications régionalistes.

En tout cas, E. Faure a fait les frais de l'opération puisque plusieurs séquences, montées malicieusement «en raccourci», l'ont montré au moment de la course aux candidatures présidentielles, retournant plusieurs fois sa veste à quelques jours d'intervalle. En s'abritant à chaque fois derrière les subtilités du langage politique.

C'est justement ce langage que J. Thibau n'a pas craint de «décortiquer» devant nous. Le «plat de résistance» de sa démonstration a été fourni par

le discours de Giscard à la veille des vacances 75. Première constatation : quand Giscard parle d'inflation, de hausse des prix, le vocabulaire reste délibérément abstrait : pas d'exemple concret du genre : «depuis que je suis président, le prix du pain est passé de tel à tel prix». Deuxième constatation : il y a des mots qu'il faut éviter car ils font peur. Ainsi les chômeurs deviennent pudiquement dans sa bouche «des personnes à la recherche d'un emploi». (Au fait, Marchais n'a-t-il pas peur, lui aussi de certains mots ?...) L'utilisation des tableaux que Giscard complète sous nos yeux contribue à créer un rapport d'autorité professeur-élève. Aux travailleurs de prendre des notes, voyez Giscard nous fait la leçon... Troisième constatation : le langage sert à masquer la réalité. Alors que Giscard affirme préconiser la décrispation, un montage nous montre Poniatowski en train de vociférer contre «les agents de la subversion», les «manipulations» de tous ordres, et inviter son auditoire à les dénoncer impitoyablement... Enfin le discours présidentiel se veut apaisant : «soyez sans inquiétude ; l'inquiétude est un sentiment qui ronge et un sentiment qui gâche. Dormez en paix, le marchand de sable est passé...»

Par leurs luttes, les travail-

leurs ont déjà montré l'effet que leur faisaient ces «belles paroles». Il est néanmoins significatif de la crise de la bourgeoisie que ce discours soit ouvertement tourné en dérision par un homme comme J. Thibau qui n'a rien d'un révolutionnaire.

Emission subversive alors ? Non. Sylvain, dernier invité allait le montrer involontairement.

Premier temps, Sylvain «devant la caméra» : langage «officiel». Puis «hors caméra» Sylvain discutant avec des ouvriers dans le langage des travailleurs, certes, mais aussi affichant une belle combativité... que les travailleurs de Renault ont pu apprécier à travers les différents sabotages de leur lutte par la section CGT, Sylvain à sa tête ! «Belles

paroles» là aussi ! En définitive, l'essentiel est-il la forme ou le contenu du langage et surtout son accord avec des actes qui lui donnent sa vraie valeur. L'OS Maigrat nouvellement promu au rang de conseiller de Stolérú peut bien éventuellement nous parler dans un langage moins «raffiné» que son patron, qu'est-ce que ça changera au contenu de sa camelote !

Voilà le fond du problème et c'est ce que ne montrait pas l'émission (seule alternative proposée : Léo Ferré chantant «Love», la parole bienfaitrice !)

S'étonnera-t-on que la télévision giscardienne n'ait pas vu d'obstacles majeurs à la programmer !

Claude ANCHER

VENREDI 30 JANVIER

TF 1	19 h 45 - Y'A UN TRUC
	20 h 00 - JOURNAL
18 h 15 - A LA BONNE HEURE	20 h 30 - SIMPLICIUS SIMPLICISSIMUS feuilleton.
18 h 45 - POUR LES JEUNES	21 h 30 - APOSTROPHES l'argent, le fric..
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES	22 h 25 - CINÉ CLUB: LA PASSAGÈRE D'A. Munk 1962 polonais
19 h 40 - UNE MINUTE P. LES FEMMES	23 h 20 - JOURNAL
19 h 45 - LA VÉRITÉ TIENT A UN FIL feuilleton	
20 h 00 - JOURNAL	
20 h 30 - AU THÉÂTRE CE SOIR MON COEUR BALANCE pièce de Michel Duran.	FR 3
22 h 35 - LUNATIQUES série humoristique.	19 h 00 - POUR LES JEUNES
23 h 05 - JOURNAL	19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
	19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
A. 2	19 h 55 - FLASH JOURNAL
18 h 30 - JOURNAL	20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX
18 h 40 - LE PALMARÈS DES ENFANTS	20 h 30 - VENDREDI De quoi avons nous peur ? la fin du mois.
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES	21 h 20 - LES DOSSIERS NOIRS: Howard Hugues.
19 h 20 - ACTUALITÉS	22 h 10 - JOURNAL.

A 20 H 30, sur FR3, «De quoi avons-nous peur ? La fin du mois». Ventes aux enchères, saisies, expulsions, difficultés à boucler le budget du mois en liaison avec la hausse des prix, la baisse du pouvoir d'achat, le chômage total ou partiel forment la matière de cette émission-enquête. Sont recueillis des témoignages multiples : ceux de travailleurs, de dirigeants syndicalistes, d'assistants sociaux, d'un huissier, d'un président de tribunal (à Orléans), d'un banquier et aussi de «jeunes cadres dynamiques» qui nous expliqueront comment avec 6000 F par mois, ils ont du mal à s'en

sortir ! Nous reviendrons demain sur la manière dont les auteurs de l'émission ont traité ce sujet d'une brûlante actualité.

Tout de suite après, sur A2, Bernard Pivot abordera le problème de l'argent sous un angle différent : scandales immobiliers, escroqueries de haut vol sont le thème, lui aussi bien d'actualité, de l'émission «Apostrophes» intitulée : «l'argent, le fric...» Sur la même chaîne, ensuite, le ciné-club présente «la passagère», film polonais des années soixante sur le nazisme vu à travers les souvenirs d'une femme SS.

### JE M'ABONNE

250 F	1 AN	80 F	3 MOIS
150 F	6 MOIS	30 F	1 MOIS

Envoyez à :  
le Quotidien du Peuple  
BP 225  
75 924 Paris Cédex 19  
CCP 23 132 48 F Paris

Nom.....  
Profession.....  
Adresse.....

## feuilleton

# ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

d'Edgar SNOW

AUX ÉDITIONS STOCK

### RÉSUMÉ

Le journaliste américain E. Snow est depuis quelques jours en zone libérée par l'Armée Rouge. Il vient de rencontrer Chou En-Lai qui lui a proposé un itinéraire pour son reportage. En route pour Pao-an, il est accompagné par de jeunes soldats de l'Armée Rouge.

6ème épisode

### COMPAGNONS ROUGES

L'un d'eux était surnommé Lao-kow, «vieux chien», et, marchant près de lui, je lui demandai pourquoi il s'était joint aux rouges.

C'était un Sudiste, et il était venu des lointains districts soviétiques du Foukien, prenant part à l'expédition de dix mille kilomètres de l'Armée rouge, exploit que les experts militaires refusaient de croire possible. Et pourtant Vieux-Chien était là, âgé de 17 ans et en paraissant 14. Il avait accompli cette marche et trouvait cela tout naturel. Il disait qu'il était prêt à marcher encore vingt cinq mille // si l'Armée Rouge le faisait.

Il y avait avec lui un gars surnommé Cousin-du-terroir, et il avait marché depuis le Kiangsi presque aussi loin. Cousin-du-terroir avait 16 ans.

Aimaient-ils l'Armée Rouge ? demandais-je. Ils me regardèrent avec une stupéfaction non feinte. Il n'était évidemment jamais entré dans l'esprit de l'un ou de l'autre que qui que ce soit pût ne pas aimer l'Armée rouge.

«L'Armée rouge m'a montré à lire et à écrire, dit Lao-kow. Ici j'ai appris à me servir d'un poste de radio et comment pointer juste un fusil. L'Armée rouge aide les pauvres.

— Est-ce tout ?  
— On y est bon pour nous et nous n'avons jamais été battus, ajouta Cousin-du-terroir. Ici

qui s'était joint aux Rouges au Ssetch'oan. Il me raconta que ses parents étaient des cultivateurs pauvres et qui n'avaient que quatre mou de terre (moins d'une acre), ce qui ne suffisait pas à le nourrir, lui et ses deux sœurs. Il dit que quand les Rouges vinrent dans son village, tous les paysans leur firent bon

eux, ils étaient peut-être trop jeunes pour que cela les eût sensiblement affectés. Ils me semblaient passablement heureux, et peut-être le premier groupe consciemment heureux de prolétaires Chinois que j'eusse vu jusqu'alors. Un contentement passif est le phénomène commun en Chine, mais l'émotion plus haute que le bonheur, qui implique un sentiment de certitude au sujet de l'existence, est assurément rare.

### DES SOLDATS HEUREUX

Ils chantaient presque toute la journée en marchant, et leur répertoire était inépuisable. Ils ne chantaient pas au commandement mais spontanément, et ils chantaient bien. Chaque fois que quelque impulsion l'y poussait ou qu'il lui venait l'idée d'une chanson appropriée, l'un d'eux attaquait subitement, et les chefs et les hommes se joignaient à lui. Ils chantaient la nuit aussi et apprenaient de nouveaux airs populaires des paysans, qui sortaient leurs guitares du Shensi.

Ils semblaient s'être entièrement imposé à eux-mêmes la discipline qui les gouvernait. Lorsque nous passions auprès d'abricotiers sauvages dans les collines, il y avait une brusque dispersion jusqu'à ce que chacun eût rempli ses poches, et toujours quelqu'un m'en rapportait une poignée. Alors laissant les arbres comme s'ils avaient été frappés par l'ouragan, ils revenaient se mettre en rangs et pressaient le pas pour rattraper le temps perdu. Mais quand nous longions les vergers



Une séance sportive de l'armée rouge...

tout le monde est pareil. Ce n'est pas comme dans les territoires blancs, où les pauvres sont les esclaves des propriétaires et du Kouomintang. Ici tout le monde se bat pour aider les pauvres et pour sauver la Chine. L'Armée rouge combat les propriétaires et les «bandits blancs», et l'Armée rouge est contre les Japonais. Pourquoi n'aimerait-on pas une armée comme celle-ci ?»

Il y avait un jeune paysan-

accueil, leur apportèrent du thé chaud et leur préparèrent des friandises. Les acteurs rouges donnèrent des représentations. C'était le bon temps. Les propriétaires seuls s'enfuirent. Lorsque les terres furent distribuées, ses parents reçurent leur part. Aussi, loin d'être chagrinés, furent-ils très contents quand il entra dans l'armée des pauvres.

Quoique la tragédie eût touché la vie de la plupart d'entre-

«Notre» armée, un petit paysan parlant de «son» armée ? Eh bien, visiblement ce n'était pas la Chine, mais si ce n'était pas la Chine qu'était-ce donc ?

(à suivre)

# INTERNATIONAL

## DURS COMBATS AU SAHARA

Il y aurait eu en définitif, d'après les sources marocaines, 29 soldats algériens faits prisonniers dans la région de Amgalla, au cours de l'attaque lancée par les troupes marocaines contre les camps sahraouis. Un officier algérien aurait également été tué. Les combats continuent entre les troupes marocaines et plusieurs centaines de soldats affirme Rabat. A Alger, cette dernière nouvelle est confirmée sans que soit précisé si des soldats algériens étaient toujours en territoire sahraoui...

Certaines informations font état de durs combats, mettant en ligne des chars de l'artillerie lourde, des avions, sans qu'il soit donné aucune précision sur leur appartenance. Ce qui est sûr, c'est que depuis trois mois l'armée marocaine utilise les chars et l'artillerie lourde contre le peuple sahraoui. Hier, l'aviation marocaine a bombardé les camps de la région de Arkoub et Dakhla (Villa Cisneros), poursuivant ainsi ses raids criminels commencés il y a environ une semaine.

« La guerre n'a pas commencé hier, affirmait hier Ahmed Baba Miske, porte parole du F. POLISARIO à Alger, la guerre a commencé depuis trois mois. » Elle oppose les forces populaires sahraouies au roi du Maroc.

Alors que cette guerre prenait une tournure plus grave à la suite de l'escalade de Hassan II qui attaquait des camps, des soldats algériens se sont trouvés impliqués dans des combats. Y aura-t-il un élargissement de la guerre engageant l'Algérie ? Plusieurs gouvernements arabes, notamment les gouvernements syrien et irakien, ont pris contact avec les deux gouvernements pour proposer une médiation, pour éviter une guerre entre pays arabes.

Malgré ces efforts, on apprendait que le roi avait décidé de rappeler 10 000 réservistes. Le ministre

des affaires étrangères bouclerait ses valises pour se rendre à Washington « demander de l'aide » ; le gouvernement américain avait déjà livré des armes ultra modernes récemment.

La guerre qui menace, conclusion de la politique criminelle de Hassan II, aucun des peuples de la région n'y a intérêt. Elle ne conduit qu'à créer une division profonde parmi des pays du Tiers Monde, divi-

sion que les Etats Unis et l'URSS sont prêts à exploiter pour asseoir leur domination. La seule raison de la guerre est le refus de reconnaître le droit à l'indépendance du peuple sahraoui, la seule garantie solide pour la paix est la reconnaissance par tous du droit du peuple sahraoui à décider de son destin.



Soldats marocains prisonniers du Front POLISARIO...

### Giscard et le Sahara

#### LES GÉNÉRAUX FRANÇAIS A RABAT

Le général Bizard est arrivé à Rabat. C'est le directeur de l'école militaire de Saint-Cyr. Il doit donner une conférence aux officiers de la cour, portant notamment sur les tactiques anti-guérilla pendant la guerre d'Algérie. Le général Buis l'avait précédé au palais d'Hassan II, il y a peu de temps.

La collaboration militaire française ne s'arrête pas là. Il y a à peine quinze jours le premier ministre marocain, Osman est venu à Paris. A la fin de sa visite, d'importants accords financiers franco-marocains étaient annoncés alors que peu de temps auparavant on avait appris que des avions et des armes lourdes françaises avaient été livrées en grandes quantités au Maroc.

« Vous avez cherché à ne pas compromettre la paix » déclarait Chirac au premier ministre marocain à l'occasion de son voyage à Paris,

en janvier. Il parlait de l'attitude du pouvoir royal à l'égard du Sahara ! « l'affaire du Sahara nous a permis d'apprécier l'attitude aussi compréhensive que sévère de la France lors de notre action pacifique mais résolue » lui répondait Osman. Bref, Chirac soutient les revendications du roi du Maroc à l'égard du Sahara et lui fournit les moyens pour les réaliser. A l'issue de ce voyage, le gouvernement français accélérera la livraison de 25 Mirage du Maroc.

Il en est de même à l'égard de la Mauritanie. Avant que Ould Daddah, le président mauritanien n'engage les opérations militaires contre le Sahara, il est venu à Paris relativement discrètement. Le F. Polisario a dénoncé les mouvements de troupes venus de Dakar qui ont précédé au début du mois de décembre l'attaque contre la ville sahraouie de la guera au sud du Sahara.

Le seul moyen par lequel les troupes mauritaniennes ont pu engager les premiers combats, c'est l'aide française, avant que le Hassan II n'envoie ses troupes suppléer à la faiblesse de l'armée mauritanienne.

En appuyant les ambitions territoriales du Maroc et de la Mauritanie à l'égard du territoire sahraoui, le gouvernement français cherche à s'imposer comme puissance dans la région. Mais en même temps l'accord tripartite, Espagne, Maroc, Mauritanie par lequel le Sahara a été partagé, a été signé avec l'approbation ouverte des Etats Unis, et des consultations à Rabat et à Madrid d'émissaires du gouvernement US. En l'affaire tout en imposant ses propres ambitions aux pays de la région, tout se passe comme si le gouvernement français était le relais de la politique américaine.

G. Carrat.

### En bref

#### Ethiopie : contradictions dans la junte

Six des membres de la junte éthiopienne, qui s'était mise en place au moment de la destitution de l'empereur Haïlé Sélassié, viennent de perdre leur poste et d'être arrêtées. Les contradictions qui s'aiguisent au sein de la junte sont certainement en rapport avec les difficultés qu'elle rencontre. D'une part, en Erythrée, la guerre menée pour l'indépendance par le Front de Libération de l'Erythrée se poursuit, et les communications entre Addis Abéba, capitale de l'Ethiopie, et Asmara, capitale de l'Erythrée, sont coupées. D'autre part, la junte qui avait promulgué des lois de réforme agraire, s'est vue largement dépasser par le mouvement des paysans contre les seigneurs féodaux. De plus en plus, les troupes et la police interviennent aux côtés des milices réactionnaires levées par ces derniers contre les paysans.

#### Liban : vers une nouvelle charte nationale

Après la première réunion du gouvernement libanais depuis le retour au calme, le premier ministre, Rachid Karamé, a annoncé la mise au point d'une nouvelle charte nationale permettant de réduire certains des facteurs de tension dans le pays. Tandis que Yasser Arafat, président de l'Organisation de Libération de la Palestine, confirmait que « les Palestiniens n'avaient jamais voulu être autre chose que des médiateurs dans le conflit libanais », les menaces israéliennes se sont poursuivies. Des avions sionistes ont survolé le pays, et Ygal Allon, ministre des affaires étrangères, a renouvelé ses projets d'intervention contre « l'occupation du Sud-Liban par les Palestiniens ».

#### Israël-USA : liens confirmés

C'est au milieu des applaudissements du congrès américain que le premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, a attaqué l'Organisation des Nations Unies et réaffirmé sa volonté de considérer comme « secondaire » la question palestinienne. La question qui se débat à l'occasion de ce voyage est essentiellement celle de l'importance de l'aide militaire américaine : sera-t-elle de 1,5 milliard de dollars, comme l'année dernière, ou sera-t-elle réduite à 1 milliard ? Dans tous les cas, le soutien des Etats-Unis reste acquis à leur créature israélienne.

#### La guerre de la morue : menaces anglaises

A l'issue des conversations de quatre jours entre le gouvernement islandais et le gouvernement anglais, la question de la pêche à la morue au large des côtes islandaises ne semble pas réglée. Le premier ministre britannique, Harold Wilson, a en effet déclaré qu'il était prêt à faire à nouveau intervenir sa flotte au cas où l'Islande continuerait à faire obstacle à la pêche britannique dans ses eaux territoriales. On se souvient que ce pays, dont la pêche est la principale ressource, avait dû porter la limite de son domaine marin à 200 miles, afin de préserver cette richesse naturelle du pillage auquel l'Angleterre se livrait.

## après l'angola, l'africaine australe menacée

#### DIVERGENCES AUX ETATS UNIS.

Le Congrès américain a décidé, par une majorité de 323 voix contre 99, de bloquer définitivement les fonds de soutien militaires américains aux mouvements rivaux du MPLA en Angola. Après une première aide, qualifiée de « clandestine » qui se montait à 32 mil-

lions de dollars, l'exécutif américain demandait de débiter à nouveau 28 millions.

Ce vote pourrait être à rapprocher des tendances qui se sont faites jour récemment dans certains milieux américains à rechercher une ouverture du côté du MPLA. Il vient contre-

dire la politique de l'actuelle administration, qui consistait à faire face militairement à l'intervention militaire soviétique.

#### L'ANGOLA ET LA FRANCE

Par ailleurs, selon certaines informations, Holden Roberto, chef du FNLA, aurait récemment effectué un séjour sur le territoire fran-

çais, et Jonas Savimbi, chef de l'UNITA, y serait actuellement présent. On apprend en même temps que près d'une centaine de mercenaires ont quitté la Grande Bretagne à destination du Zaïre, où ils vont s'enrôler dans les troupes du FNLA. Ainsi, les vieux impérialismes occidentaux n'ont toujours pas renoncé à intervenir dans les affaires africaines. D'ores et déjà, notre gouvernement arme massivement l'Afrique du Sud, qui intervient en Angola. Il a également livré une quantité d'armes importantes au Zaïre, dans une situation où la tension dans la région laissait facilement présager que cet armement serait utilisé de l'autre côté de la frontière, dans le conflit angolais.

#### LE GENDARME SUD-AFRICAINE.

Enfin et surtout, le ministre de la défense d'Afrique du Sud a déposé un projet de loi permettant aux forces armées d'intervenir dans tout le secteur situé au sud de l'équateur. En plus de la Namibie, déjà occupée, et de l'Angola, où ils ont envoyé des troupes, les racistes sud-africains s'installeraient de la sorte les gendarmes d'une vaste zone comprenant le Gabon, le Congo, le Zaïre, l'Ouganda, le Kenya, la Tanzanie, le Mozambique, la « Rhodésie », la Zambie, le Malawi, le Burundi, le Ruanda, et le Botswana.

#### UN PLAN D'ENSEMBLE IMPÉRIALISTE.

On voit se dessiner une

tactique dans la région qui implique, non seulement les Etats Unis, mais l'ensemble de leurs alliés du camp impérialiste, européens, et sud-africains en tête. Au-delà de la tentative pour contenir l'avance soviétique dans la région, et quelles que soient les divergences tactiques sur les modes d'intervention au sein de l'appareil américain, l'essentiel de ce plan vise le développement de la lutte des peuples de la région. L'indépendance du Mozambique, acquise les armes à la main, le développement de la lutte armée en Namibie (Sud-Ouest africain) et au Zimbabwe (Rhodésie) portent en effet des coups importants au vieux système d'oppression des peuples au sud de l'équateur.

Jean Lernet